

**DU SAMEDI 1<sup>ER</sup> JANVIER 2022**  
**AU SAMEDI 31 DECEMBRE 2022**  
**DE 9 A 17 HEURES (SAUF URGENCE)**  
**REGLEMENTATION TEMPORAIRE DE LA**  
**CIRCULATION ET/OU DU STATIONNEMENT DANS**  
**LES RUES DE LA VILLE LORS D'INTERVENTIONS**  
**PONCTUELLES DE L'ENTREPRISE BOUYGUES**  
**ENERGIES & SERVICES POUR L'ANNEE 2022**

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Versailles, dans un délai de deux mois à compter de son exécution ou sur la plateforme dématérialisée Télérecours Citoyens [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)*

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.2211-1, L.2211-2, L.2213-1 et L.2213-2,  
Vu le Code de la route, notamment l'article R.417-10,  
Vu le Code pénal, notamment l'article R.610-5,  
Vu le Règlement de Voirie Communal,  
Vu l'arrêté 143/2020 du 16 juin 2020, portant délégation de fonctions et de signature à Monsieur Stéphane DELAGNEAU, conseiller municipal,

Considérant la demande de la Communauté d'Agglomération PARIS-SACLAY de faire procéder à des interventions ponctuelles et/ou urgentes sur la commune de LONGJUMEAU, par l'entreprise :

BOUYGUES ENERGIES & SERVICES, sise 87 avenue du Maréchal Foch, 94046 CRETEIL cedex,

Considérant que la sécurité des piétons doit être assurée pendant toute la durée du chantier,

Considérant que pour la sécurité des usagers, il est nécessaire de réglementer temporairement la circulation et/ou le stationnement sur les voiries communales pendant l'intervention de l'entreprise BOUYGUES ENERGIES & SERVICES,

**ARRETE**

**ARTICLE PREMIER** : L'arrêt et le stationnement pourront être interdits et déclarés gênants sur les différentes places de parking de la commune lors d'interventions ponctuelles et/ou urgentes, et ce, au fur et à mesure de l'avancement des travaux.

**ARTICLE 2** : La circulation pourra être réduite ou alternée dans différentes rues de la commune, et ce, au fur et à mesure de l'avancement des travaux.

**ARTICLE 3** : L'entreprise BOUYGUES ENERGIES & SERVICES devra procéder de la manière suivante :

- en cas de circulation réduite : matérialisation de la réduction de chaussée,
- en cas de circulation alternée : régulation soit manuellement, soit au moyen de feux tricolores de chantier.

**ARTICLE 4** : La signalisation et les protections du chantier seront mises en place et entretenues par l'entreprise BOUYGUES ENERGIES & SERVICES, de jour comme de nuit. L'entreprise demeurera entièrement responsable des accidents qui pourraient survenir du fait de l'exécution de ces travaux ou être la conséquence d'un défaut ou d'une insuffisance de signalisation ou de protection de chantier.

**ARTICLE 5** : La circulation des piétons et cyclistes, sur les voies qui leurs sont réservées, devra impérativement être préservée ou déviée à l'aide d'un cheminement sécurisé renforcé à l'aide d'une signalisation temporaire adéquate, tout au long du chantier, et ce, sous l'entière responsabilité de l'entreprise BOUYGUES ENERGIES & SERVICES, pendant toute la durée de son intervention.

.../...

**ARTICLE 6** : En cas de non-respect des dispositions des articles 3 à 5, il pourra être procédé à l'arrêt du chantier.

**ARTICLE 7** : L'accès des riverains et de leurs fournisseurs ainsi que la circulation des services publics seront maintenus en tout temps.

**ARTICLE 8** : L'arrêt et le stationnement de tout véhicule, dans l'emprise du chantier, seront interdits et déclarés gênants. La mise en fourrière sera prescrite si le conducteur est absent ou refuse, sur injonction des agents, de faire cesser le stationnement irrégulier.

**ARTICLE 9** : La signalisation routière nécessaire à la sécurité et à la réalisation du chantier, sera mise en place par l'entreprise BOUYGUES ENERGIES & SERVICES, au moins 48h avant le début des travaux, sauf cas d'urgence, conformément aux règles fixées par l'instruction interministérielle relative à la signalisation temporaire. Elle sera entretenue tout au long du chantier par les destinataires du présent arrêté.

**ARTICLE 10** : Le présent arrêté sera affiché à la porte de la Mairie, inscrit au registre des arrêtés municipaux et transmis par voie électronique à la Préfecture d'Evry, le cas échéant. Une ampliation du présent arrêté sera adressée pour son exécution ou son application à :

- Madame le Maire et les agents de la Police Municipale de la ville de LONGJUMEAU,
- Madame la Directrice Générale des Services de la ville de LONGJUMEAU,
- Madame la Directrice Générale Adjointe en charge de l'Aménagement durable de la ville de LONGJUMEAU,
- Madame le Commissaire de Police, Chef de la Circonscription de LONGJUMEAU,
- Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de PALAISEAU,
- Monsieur le Lieutenant du Centre de Secours de LONGJUMEAU,
- La Communauté d'Agglomération Paris-Saclay,
- Les entreprises de transports en commun Daniel Meyer-Keolis, RATP et CEAT,
- Le SIOM de la Vallée de Chevreuse,
- L'entreprise BOUYGUES ENERGIES & SERVICES.

Fait à Longjumeau,

le 24 NOV. 2021

Stéphane DELAGNEAU

Conseiller municipal  
délégué à l'Espace public  
et aux Travaux en  
entreprise du  
patrimoine bâti

Affiché et publié du 24 NOV. 2021

Au 25/11/2021

